POD MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE
BETER SAMEN LEVEN

SPP INTÉGRATION SOCIALE
MIEUX VIVRE ENSEMBLE

European Urban
Knowledge Network

Actes du Colloque du 27 novembre 2018
relatif à la prévention de la radicalisation
dans les villes européennes

Bruxelles, Finance Tower
Organisateur : SPP Intégration sociale, réseau EUKN

Table des matières

I. Introduction des travaux de la journée 3

II. Comptes-rendus des interventions de la matinée 4

A. Les facteurs sous-jacents au processus de radicalisation, par Allard Feddes, psychologue à l'Université d'Amsterdam 4

B. L'exposition à l'extrêmisme violent et à la violence politique et religieuse via les médias sociaux, par Lieven Pauwels, criminologue de l'Université de Gand 8

C. Les processus identitaires, liens entre délinquance et radicalisation, par Tarik Yildiz, sociologue, président de l'Institut de recherche sur les populations et pays arabo-musulmans (IRPAM) 11

D. Réflexion, par Tinneke Beeckman, philosophe 13

E. Discussions 14

III. Comptes-rendus des ateliers de l'après-midi 16

A. L'identification et le suivi du processus de radicalisation et la collaboration entre l'autorité locale et les partenaires, dans deux villes des Pays-Bas 16

B. L'identification et le suivi du processus de radicalisation, pour la ville d'Anvers 18

C. La formation des professionnels de terrain dans les quartiers, en France et plus particulièrement dans le Nord de la France. 20

D. La formation des intervenants de terrain dans les quartiers, dans la ville de Liège 25

E. La collaboration entre l'autorité locale et les partenaires, dans la commune bruxelloise de Molenbeek-Saint Jean 26

IV. Conclusions 28

I. Introduction des travaux de la journée

Le 27 novembre 2018, le Service Cohésion urbaine et Politique de la Pauvreté du SPP Intégration sociale et le réseau EUKN (European Urban Knowledge Network) ont organisé un colloque pour favoriser l'échange de connaissances et d'expériences dans le domaine de la prévention de la radicalisation dans les villes. La matinée a été consacrée à des séances plénières. Psychologues et sociologues y ont présenté les facteurs qui mènent un individu à se radicaliser. L'après-midi a été consacré à une série d'ateliers avec la présentation d'expériences locales de prévention de la radicalisation (en Belgique et à l'étranger) et de débats entre les participants.

En guise d'introduction, Mart Grisel, directeur du réseau EUKN/EGTC, a tenu à resituer le contexte du réseau EUKN, fondé en 2004 lors de la présidence néerlandaise du Conseil de l'Europe et destiné à l'échange d'informations entre les pays membres sur les politiques urbaines. La Belgique y a adhéré en 2005. Le réseau s'est notamment intéressé aux questions relatives à la pauvreté urbaine en s'appuyant sur la connaissance des politiques urbaines, notamment en organisant des conférences et autres policy labs, avec la collaboration des instances compétentes des différents gouvernements impliqués dans le réseau.

Depuis 2016, les Pays-Bas, la Belgique et la France travaillent ensemble sur la question de la prévention de la radicalisation. Une première rencontre importante du réseau sur ce sujet était prévue le 23 mars 2016. Les attentats du 22 mars à Bruxelles ont évidemment postposé cette journée de colloque qui s'est finalement tenue le 20 septembre 2016 et a porté sur les politiques de prévention de la radicalisation aux niveaux national et international. En lien avec cette conférence, le but du présent colloque est d'approfondir cette question de la prévention. Comme l'a souligné Mart Grisel dans son introduction, *« ces deux dernières années, beaucoup de choses ont été entreprises dans le domaine de la prévention de la radicalisation : celle-ci est importante au niveau local, dans les villes et communes. Ces dernières jouent un rôle crucial et peuvent apporter une aide aux autres instances politiques. La radicalisation est un phénomène complexe qui soulève des défis à différents niveaux : dans les écoles, au travail, dans la rue… C'est pourquoi il est indispensable de renforcer la cohésion au sein de la société pour empêcher que des individus vulnérables ne soient tentés par la radicalisation, qu'elle soit religieuse ou politique. Il est important de travailler le vivre ensemble pour empêcher cette radicalisation qui a de multiples visages. Il est donc essentiel d'en apprendre plus sur le sujet et cette journée a pour but de développer cette thématique avec un bel éventail d'experts. »*

Tinneke Beeckman, philosophe, auteure et chercheuse, a également adressé un mot de bienvenue aux participants et intervenants, en tant que modératrice de la matinée. Elle a insisté sur les différents niveaux à appréhender : le niveau micro (la personne), meso (le groupe) et macro (le contexte national et international), en présentant l'intervention d'Allard Feddes, psychologue à l'Université d'Amsterdam. La question des réseaux sociaux a également été un point d'attention important, comme s'est attelé à le démontrer Lieven Pauwels, criminologue à l'Université de Gand. Enfin, il s'agissait aussi de s'intéresser à la jeunesse des banlieues, pour corriger les malentendus par rapport aux jeunes radicalisés et donner des perspectives innovantes pour l'avenir ; ce fut l'apport de Tarik Yildiz, sociologue français.

II. Comptes-rendus des interventions de la matinée

A. **Les facteurs sous-jacents au processus de radicalisation,** par Allard Feddes, psychologue à l'Université d'Amsterdam

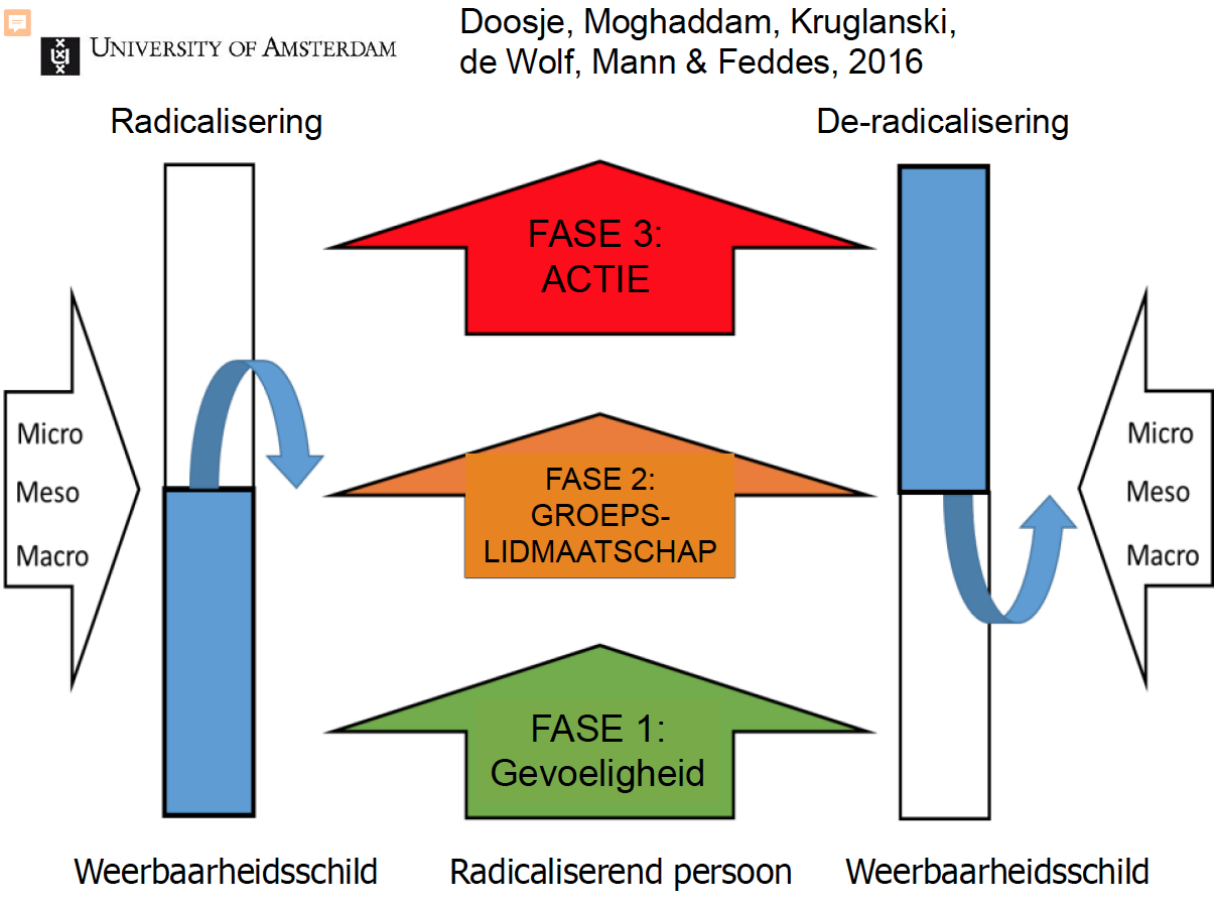
La première intervention de la matinée avait pour but de faire le point sur les études en psychologie sociale relatives au phénomène de radicalisation et aux facteurs sous-jacents.

Allard Feddes, psychologue et chercheur, a tout d'abord rappelé que la radicalisation est un processus basé sur une combinaison de facteurs personnels (niveau micro) et contextuels (niveau meso, celui de l'entourage, et macro, de la société). Il faut également rappeler que le terrorisme reste une éventualité extrêmement rare et il est assez difficile de dresser le profil-type d'un terroriste. Il faut en tout cas mettre l'accent sur le fait que la radicalisation est une étape préalable au terrorisme. Cette radicalisation est en effet présente chez tous les terroristes, mais toutes les personnes radicalisées ne deviennent pas des terroristes.

Il est également important de **définir les termes « radicalisation » et « terrorisme »**. La définition donnée par Doosje et al. (2016) pour la radicalisation est la suivante : il s'agit d'un « processus dans lequel des individus sont de plus en plus disposés à utiliser la violence contre les personnes appartenant à d'autres groupes ou contre des objectifs symboliques pour changer les comportements et modifier les idéaux politiques ». Pour ce qui est du terrorisme, il s'agit « d'actes de violence visant généralement les non-combattants dans le but de changer les comportements et d'atteindre des objectifs politiques en créant la peur dans la population générale ».

- Pour essayer d'en savoir plus sur ce phénomène de radicalisation qui peut le cas échéant mener au terrorisme, il faut déterminer **les facteurs déclenchants d'une telle attitude** et essayer de **dresser des typologies dans le chef des personnes radicalisées**, sur la base de leurs motivations.

Dans la littérature en psychologie sociale, on retrouve un schéma en plusieurs phases dans le processus de radicalisation. Il y a **trois phases que l'on peut distinguer chez la personne radicalisée**, qui passent par la sensibilisation de la personne individuelle, puis l'entraînement par le groupe et ensuite qui se traduisent par un passage à l'acte. Selon la phase dans laquelle se trouve la personne considérée, il y aura des résistances personnelles. Des facteurs micro, meso et macro vont également jouer en faveur d'une radicalisation plus importante ou à l'inverse d'une déradicalisation, facteurs qui différeront d'un individu à l'autre.



Plusieurs réflexions peuvent être faites à propos de cette radicalisation, qui n'est pas un phénomène nouveau, mais qui peut prendre diverses formes:

- Il faut notamment remarquer que **des éléments très divers peuvent être à l'œuvre dans la radicalisation**, comme le séparatisme (avec le mouvement de l'IRA -Irish Republican Army-, le conflit israëlo-palestinien ou encore le PKK en Turquie), des opinions politiques d'extrême-droite (dans le cas du Ku Klux Klan ou du mouvement populiste allemand Pegida…) ou d'extrême-gauche (les FARC en Colombie ou la Bande à Baader), un but spécifique (comme pour le Front de libération des animaux) ou encore des facteurs religieux (pour une propagation de la religion comme pour l'organisation chrétienne anti-avortement Army of God, aux Etats-Unis).

- Il existe également des **théories basées sur la psychopathologie** qui sous-tendraient la radicalisation: l'auteur Cooper (1978, page 261) affirme qu' « il n'est pas nécessaire d'être un psychopathe pour devenir un terroriste, mais ça aide. » L'hypothèse serait que le terrorisme entraîne des troubles psychopathologiques (comme la schizophrénie) ou que les terroristes sont psychopathes (avec une personnalité antisociale).
  Mais selon d'autres auteurs, il n'y a aucune preuve suffisante d'une telle interaction. Au contraire, le terrorisme peut être perçu comme prosocial (Gill & Corner, 2017) et dès lors cela permet de fonctionner en groupe. Cette théorie est également soutenue par Crenshaw (1981, p.390) qui avance que «la caractéristique commune remarquable des terroristes est leur normalité ».

- La question qui se pose est alors de savoir pourquoi certaines personnes rejoignent des groupes terroristes. Sans doute, à la base, a-t-on affaire à une personne qui estime n'être pas bien traitée, qui s'estime discriminée. Ensuite des facteurs détonateurs ou déclenchants jouent leur rôle, du niveau micro au niveau macro, en passant par le meso.

    - **Pour ce qui est du niveau micro** (au niveau de la personne), on peut parler d'expériences personnelles négatives. Parmi ces déclencheurs issus de la vie personnelle, les auteurs Buys, Demant & Hamdy (2006, p.34) citent la confrontation à la mort. Et Allard Feddes, de citer le cas de ce jeune dont la mère décède fin 2001 d'un cancer du sein, ce qui constitue un tournant dans son développement, la confronte avec la mort d'un proche et marque le début d'une quête simpliste vers la vérité. D'autres facteurs de type micro ou personnels peuvent être cités, comme le divorce des parents qui entraînent des problèmes de comportement (Murray et al., 2010-2012), la perte d'un travail, un échec à l'école qui sont en lien avec le statut social, ou encore l'exclusion, la discrimination, une expérience négative avec les autorités…

    - **Au niveau meso** (du groupe), plusieurs facteurs déclenchants sont également à repérer, tels que la rupture des liens sociaux (Prudon & Doosje, 2015), la rencontre d'une personne radicalisée (De Wever, 2015), le fait de rejoindre un groupe radical (phénomène « Bunchs of guys/girls », Sageman), la conclusion d'un mariage (Groen & Kranenberg , 2006), le suivi d'une formation (Bovenkerk & Roex, 2011), la confrontation avec la propagande (Klausen, 2015), notamment dans le cadre des réseaux sociaux (« Tweeting the jihad »).

    - **Quant au niveau macro** (de la société), on citera des événements de plus grande ampleur, comme une politique gouvernementale visant son propre groupe, avec l'utilisation d'une violence inattendue ou hors de proportion (Crenshaw, 1981), des attaques contre son propre groupe (comme les événements du 11 septembre ; Moodeed et al., 2006), un appel à agir/l'offre d'une perspective d'action (comme la création d'un califat) (Richardson, 2012 ; Hubbard, 2015). On peut prendre le cas du Brexit qui s'est en partie basé sur la crise migratoire et la crainte d'une menace pour la culture. Des événements au niveau mondial peuvent être utilisés par des groupes extrémistes pour engendrer un sentiment de menace pour sa propre culture.

- Enfin, Allard Feddes a mis en lumière dans son exposé **quatre besoins de base** utilisés par les mouvements extrémistes pour amener à la radicalisation :

    - **La recherche d'identité positive et de soutien**. Les personnes en quête d'identité sont ciblées, qu'elles soient déjà isolées ou qu'on les isole de leur famille ou de leurs amis, si elles ne le sont pas, pour offrir ensuite un soutien (Callimach, 2015; Prudon & Doosje, 2015; Mac Donald & Leary, 2015). L'étude du Cyberball (Williams et al., 2000 ; Eisenberger et al., 2003) met en lumière un parallélisme entre l'impact d'un mal physique et l'expérience de la discrimination, dans les zones activées au niveau du cerveau.

    - **La recherche de justice et d'équité.** Des études sur les actions collectives montrent en effet que si une personne ne se sent plus en capacité d'agir, elle risque de se tourner vers des modalités d'action plus extrêmes ou vers des groupes extrémistes (Tausch et al., 2011, Van Zomeren et al., 2008). Ce sentiment d'impuissance ou d'humiliation a

été cité à l'occasion d'une étude réalisée après l'assassinat de Théo Van Gogh (Van der Valk & Wagenaar, 2010) ou encore par Ben Laden, faisant référence aux humiliations que l'Amérique a fait subir au peuple islamique depuis 80 ans.

- **La recherche de sens.** Les individus en quête de sens sont plus susceptibles d'être touchés par les mouvements extrémistes et ce, d'autant plus qu'ils auront vécu une expérience traumatique. D'où le témoignage d'un converti qui explique avoir trouvé le calme, sa place, un sens à sa vie dans l'islam. La religion lui donne une emprise, lui apprend à se tourner vers les autres, le protège (Bijs et al., 2006).

- **La recherche de sensations fortes**. Un certain nombre de personnes qui s'orientent vers les extrêmes le font parce qu'ils sont à la recherche de sensations fortes, d'adrénaline, de tension, notamment selon une étude norvégienne (Bjorgo & Carlsson, 2005 ; Nussio, 2017).

Les différents éléments de cette étude sur les facteurs déclenchants, portant sur les expériences personnelles, au niveau du groupe et de manière plus large au niveau sociétal, ont été traduits en un **outil numérique utilisable par toute une série d'acteurs de terrain** susceptibles d'être confrontés à des personnes qui seraient touchées par le phénomène de la radicalisation (la police, les enseignants, les travailleurs sociaux, les travailleurs qui sont en contact avec les jeunes). Chaque catégorie de personnes pourra évaluer le type de facteurs déclenchants qui pourraient être repérés dans l'environnement d'une personne « suspectée » de radicalisation. L'outil donne alors une série d'information sur la situation et de conseils pour nouer le dialogue, la gravité et la nécessité de faire appel à d'autres instances.

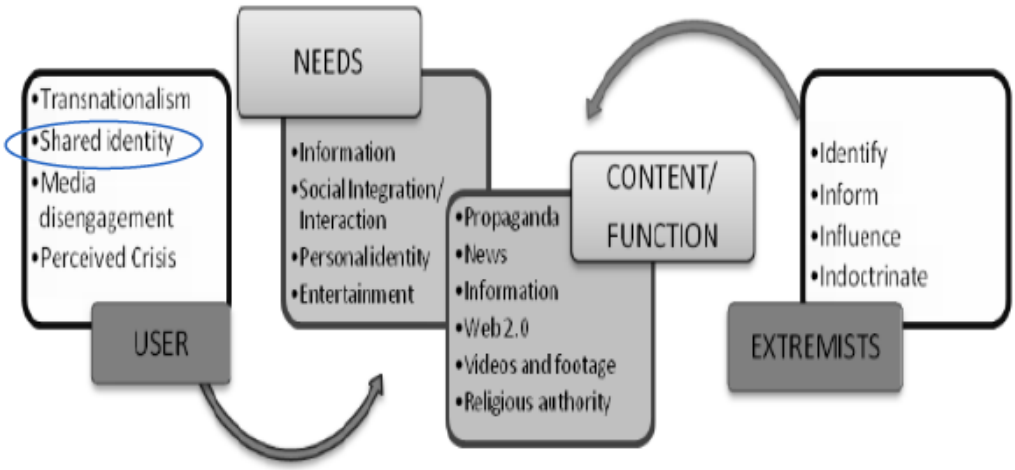
Pour plus d'infos : https://www.socialestabiliteit.nl/professionals/triggerfactoren ; a.v.feddes@vva.nl

B. L'exposition à l'extrêmisme violent et à la violence politique et religieuse via les médias sociaux, par Lieven Pauwels, criminologue de l'Université de Gand

L'exposé de Lieven Pauwels a pour but de faire la lumière sur les dangers potentiels des médias sociaux en matière de radicalisation. L'étude de la place des médias sociaux dans les phénomènes de radicalisation a en effet tout son sens, notamment lorsqu'on envisage certains publics vulnérables tels que les jeunes très actifs sur les réseaux sociaux.

- Pour introduire son exposé, le criminologue évoque une **série d'études empiriques réalisées depuis 2012**, lesquels ne donnent pas un profil démographique univoque concernant les personnes radicalisées, mais pourtant on continue de le chercher. En revanche une abondance de définitions des violences motivées par la politique ou la religion existe, ainsi qu'un nombre important de facteurs de risques identifiés. Mais tous ces facteurs jouent-ils un rôle ? Il faudrait plutôt parler d'indicateurs qui ont une influence dans certains segments de population, à certains âges, avec une résistance des jeunes moins développée. Certes, les études sont nombreuses et donnent des résultats controversés.

D'une manière générale, il ressort des **études portant sur le rôle des médias sociaux** dans ce domaine que ce mode de communication abaisse très fortement le seuil d'accès dans les contacts avec des terroristes et plus largement avec des individus qui propagent des idées extrémistes violentes. Les médias sociaux facilitent le recrutement par des organisations radicales. Ils augmentent la mobilisation sociale (par exemple par le biais de manifestations illégales, souvent spontanées), facilitent les collectes de fonds et l'accès aux moyens financiers. Ce type de médias permet aussi de diffuser de manière très large des didacticiels, des tutoriels, des versions corrigées des textes religieux, des livres sur le Jihad ou encore des textes radicaux accompagnés de support musical. L'envoi de messages cryptés, d'accords sur des attaques peuvent être transmis et la traite des êtres humains ou encore le passage en fraude de terroristes, favorisés…



- Au-delà de tous ces éléments relatifs à l'impact factuel des médias sociaux sur la facilitation de l'extrémisme violent, il est important de s'intéresser à **l'étude des**

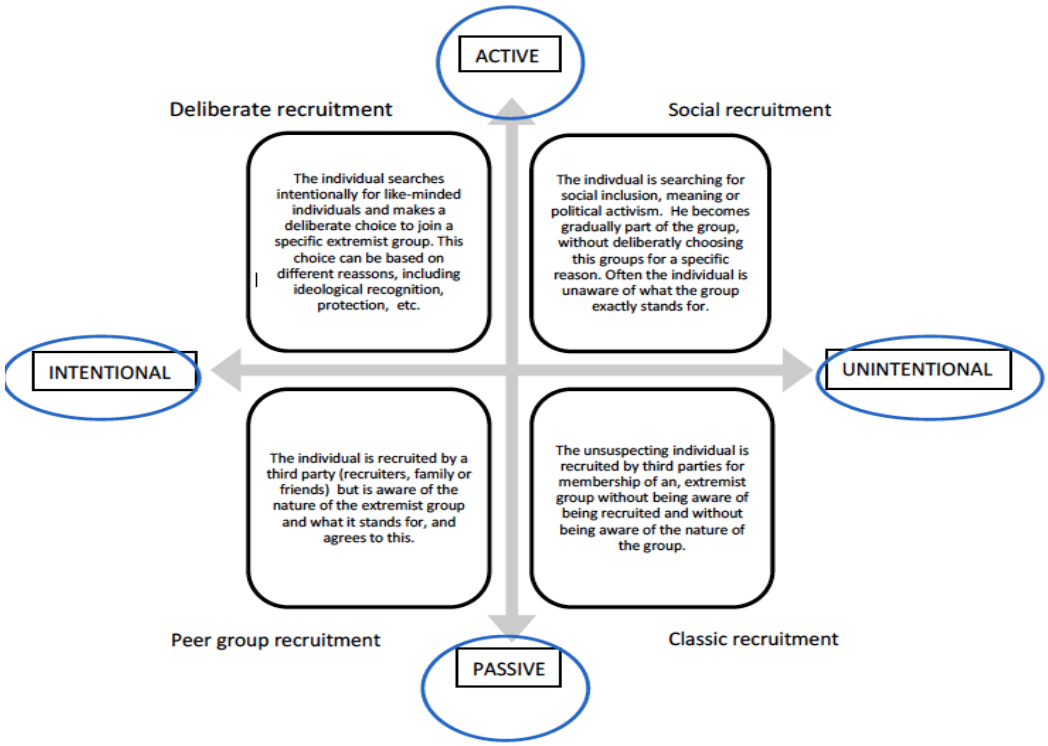
processus et mécanismes en termes de sélection, d'autosélection et de socialisation qui sont à l'œuvre lorsque l'on envisage les processus de radicalisation via les médias sociaux. En effet, la plupart des études se concentrent sur l'analyse du contenu des sites extrémistes et/ou l'évolution de la communication. Il est pourtant aussi crucial d'examiner l'effet de l'exposition au contenu extrémiste via les médias sociaux chez les adolescents belges.

C'est pourquoi une étude intitulée « Radimed » a été commanditée par le SPF Intérieur et le SPF Politique scientifique et menée par Lieven Pauwels, en collaboration avec le professeur Fabienne Brion (UCL), qui a été menée durant deux années, avec une étude de la littérature, un volet quantitatif via un sondage en ligne auprès de 6000 répondants et des interviews semi-structurées pour le volet qualitatif auprès de jeunes extrémistes. Le groupe-cible était constitué de jeunes âgés de 16 à 24 ans. Les questions posées dans cette recherche sont les suivantes. L'exposition au contenu extrémiste via les médias sociaux est-elle liée à des activités extrémistes concrètes ? Quelle est la relation entre les médias sociaux et les facteurs de risques du monde réel ? Quelle est la relation entre l'exposition à l'extrémisme via les réseaux sociaux et les attitudes extrémistes individuelles ?

Il ressort de l'étude que l'exposition aux médias sociaux peut jouer un rôle important en matière de radicalisation, mais ce rôle est très différent selon les jeunes concernés. Pour beaucoup de jeunes, le choix de l'extrémisme n'est heureusement pas une option, mais cette attitude dépend fortement du contexte de sécurité ou d'insécurité dans lequel le jeune estime se sentir. Idem pour ce qui est du sentiment d'injustice ou de menace perçue à l'égard du groupe d'appartenance.

Un élément de réflexion important issue de l'étude réside dans la combinaison entre le capital social des individus dans le monde réel et l'influence des médias sociaux. La possibilité d'influence des messages extrémistes s'appuie sur des profils de personnalité qui sont sensibles à des sentiments comme la frustration, la discrimination, l'humiliation, l'aliénation, l'injustice. Il faut donc dans le chef des personnes influencées une ouverture cognitive à ce type de message, mais également une ouverture émotionnelle. Les groupes extrémistes jouent d'ailleurs habilement sur ces deux tableaux, ce qui favorise la mise en ligne de contenus réalisés sur mesure, avec en point de mire les personnes en quête d'une identité sociale. Ce type de tactique répond à la loi de l'offre et de la demande qui est également à l'œuvre dans l'extrémisme, avec des messages simplistes, mais logiques et abordables, sur le terrorisme comme solution à ce mal-être. C'est d'ailleurs sur ces principes d'action que fonctionnent les terroristes qui se font exploser : il s'agit de rechercher une justification morale aux actes posés en jouant sur le processus, les identités, jusqu'à parvenir à normaliser ce type d'actions, comme étant une réponse militante à l'injustice.

- Lieven Pauwels a mis en lumière le diagramme suivant qui expose les différents scénarios d'entrée en contact avec des groupes extrémistes en fonction de l'attitude des personnes: l'exposition active ou passive et le caractère intentionnel ou non intentionnel de la démarche. Selon ce chercheur, il faut notamment distinguer exposition active et exposition passive aux médias sociaux : le fait d'avoir eu une démarche proactive pour trouver de l'information sur l'extrémisme violent augmente le risque d'être touché par la radicalisation.



Une approche intégrée de différents éléments qui vont jouer sur la proactivité des individus peut avoir une influence sur l'adhésion à un groupe extrémiste : en effet le fait de ressentir de l'injustice pour soi-même ou son groupe d'appartenance et l'accumulation de perceptions négatives dans de nombreux aspects de la vie vont avoir une influence sur le risque de radicalisation. Avec pour conséquences, des sentiments d'aliénation, d'impuissance, de suspicion croissante et un rejet du système. L'individu cherchera la confirmation de ses sentiments négatifs, ce qui va renforcer son exposition à des messages extrémistes et le risque d'un recrutement rapide. Tout ceci permet de légitimer la violence politique et religieuse. Au contraire, l'intégration sociale et surtout le cumul d'une série d'éléments intégratifs comme les liens sociaux familiaux, à l'école, au travail sont des facteurs de protection. Plus les liens avec la société sont forts, moins la violence pour des objectifs politiques et religieux sera acceptée. Par ailleurs, les effets de l'injustice perçue sont plus marqués chez les individus qui ont une faible maîtrise d'eux-mêmes et sont plus impulsifs.

En termes de prévention, il est également important de tirer certaines conclusions concernant la perméabilité aux messages de radicalisation, avec un accent mis sur une approche préventive, plus efficace que celle de la réhabilitation. Certaines mesures devraient être radicales, comme la fermeture des forums ou sites qui répandent des messages haineux et extrémistes car cela permet d'envoyer un message fort, même s'il est illusoire de penser qu'on va empêcher une fois pour toutes ce type d'expression. Mais il ne faut pas avoir une attitude d'interdiction totale car les médias sociaux sont aussi un baromètre et peuvent permettre aux jeunes de se rendre compte du degré de radicalité des sites visités. Il faut pouvoir donner des signaux forts, mais sans adopter une approche unilatérale. La prévention est meilleure que la guérison, mais il faut réfléchir à la manière de l'implémenter (pour qui ? dans quel contexte ?) et l'évaluer. Il est en tout cas important de pouvoir établir le dialogue avec les jeunes qui seraient tentés par la violence, en démontrant le rôle négatif de cette dernière et en apprenant aux jeunes à pouvoir dire non.

C. **Les processus identitaires, liens entre délinquance et radicalisation,** par Tarik Yildiz, sociologue, président de l'Institut de recherche sur les populations et pays arabo-musulmans (IRPAM)

Après l'effet-choc des attentats dans les grandes villes européennes, et notamment à Paris, où des Français ont attaqué d'autres Français, des questions ont été soulevées sur la base d'un réflexe identitaire : « Qui sont ceux qui ont frappé le pays ? Pourquoi ? ». Les sociologues avancent généralement des réponses assez classiques, faisant le lien entre pauvreté et délinquance/déviance. Depuis Bourdieu, le réflexe est d'expliquer la délinquance par les conditions économiques qui façonneraient/favoriseraient le passage à la radicalité, avec des problèmes de socialisation et de marginalisation liés au décrochage scolaire, aux difficultés d'accès à l'emploi…

Face à cette manière d'envisager cette radicalité, différentes grilles de lecture existent et le sociologue Tarik Yildiz, de citer trois auteurs en débat : Olivier Roy, pour lequel « il ne s'agit pas de la radicalisation de l'islam, mais de l'islamisation de la radicalité », donc moins une question de religion que l'expression d'une révolte générationnelle ; Gilles Kepel qui, lui, énonce qu' « il faut partir de l'islam, de l'hégémonie du discours salafiste pour cerner ces nouveaux visages du terrorisme » ou encore François Burgat qui donne pour sa part une explication tiers-mondiste, issue d'une analyse de l'héritage postcolonial et de ses conséquence en matière de racisme et de discrimination dans les sociétés européennes. Pour T. Yildiz, ces trois auteurs sont emblématiques du débat actuel qui se structure selon ces trois axes.

- Pour alimenter ce débat, le sociologue français a présenté le travail de terrain qu'il a réalisé et intitulé « Qui sont-ils ? Enquête sur les jeunes musulmans de France » (éditions du Toucan, 2016) et qui constitue une enquête qualitative basée sur 112 entretiens auprès de jeunes essentiellement dans les banlieues françaises, afin de mieux comprendre les enjeux de cette radicalisation, mais aussi de l'isolement, de la défiance, d'une contre-société, ce qui ne veut pas forcément dire qu'il y a passage à l'acte. Chez les jeunes constituant une partie de cet échantillon et qui se considèrent en opposition avec le reste de la société, on retrouve une série de caractéristiques communes : une dimension idéologique forte (avec une référence omniprésente à la religion même si la connaissance en est superficielle), une défiance vis-à-vis des institutions (école, police…) considérées comme faibles (or ce qui est faible est méprisable) et des trajectoires déviantes, avec des parcours délinquants très développés.

Toutefois, derrière le mot « radicalisation », on trouve des réalités bien différentes :

- Les musulmans superficiels, qui sont des jeunes très peu pratiquants, plutôt versés dans la petite délinquance, mais qui développent un discours radical, privilégiant une vision rigoriste et ritualiste de l'islam, sans pour autant le connaître ou l'appliquer, et affichant une grande considération pour les musulmans les plus rigoristes.
- Les musulmans exclusifs qui ont pu appartenir au premier groupe, mais qui défendent aujourd'hui une conception littéraliste de l'islam, avec des tendances parfois salafistes. La religion leur a permis de se détourner de la délinquance, mais a pris toute la place, remplissant le vide et imposant des limites que l'État et la société n'ont pas su leur imposer.

L'influence de la religion est en tout cas présente en tant que régulateur social (Durkheim, Tocqueville) et vient donc combler le vide économique, le déficit d'autorité, le manque de cadre, de limites à un âge où on les teste. Alors que de nombreux sociologues avançaient il y a quelques dizaines d'années la fin de la religion comme gage de la modernité (Auguste Comte, Marcel Gauchet, Weber…), d'autres penseurs comme Berger (Le réenchantement du monde, 2001) se penchent aujourd'hui sur le renouveau religieux : la religion pour répondre aux besoins identitaires de l'époque, comme papiers d'identité. Alors que les années 60-70-80 sont les années d'avènement de l'individu comme entité qui choisit, qui pose des choix essentiels, qui reconstruit le lien avec sa propre identité par les choix multiples qu'il doit faire (Paul Ricoeur), la religion remet de l'évidence, elle permet de transcender l'identité, de se libérer de cette fatigue/angoisse de trouver du sens à sa vie à chaque instant, comme le relève Alain Erhrenberg dans « La fatigue d'être soi ». Dès lors, la religion délivre de la question de savoir si on a fait le bon choix. L'appartenance à un groupe radical permettrait dès lors de se soulager de ses difficultés, de se restructurer avec un sentiment d'appartenance fort.

- Autre volet de l'analyse de Tarik Yildiz : celui relatif aux trajectoires d'individus radicalisés qui sont riches d'enseignement. Il cite par exemple Omar Mostefaï, un des assaillants du Bataclan, qui a été condamné huit fois entre 2004 et 2010 sans jamais être incarcéré, ce qui constitue un profil non isolé parmi les personnes qui sont passées à l'acte

ou leurs soutiens. Né en France, issu des banlieues françaises, alors qu'il avait un parcours de petit délinquant classique (vols, agressions, petits délits classiques) et qu'il était superficiellement religieux pendant son parcours délinquant, il se radicalise, apprend l'arabe, adopte une autre vision de l'islam sunnite qui constitue un déclic, donne un cadre, des repères, une morale forte.

Cette nouvelle trajectoire amène ces individus à abandonner la petite délinquance, ils deviennent des références pour d'autres jeunes qui respectent cet engagement fort, ce qui les valorise. La puissance de l'idéologie « prêt-à-penser » permet de répondre à toutes les questions. Elle se combine à un manque de repères, d'autorité et d'exigence (école, justice) qui génère la radicalité.

- Tarik Yildiz en vient alors à développer des pistes de prévention, basées sur ces constats : plutôt que d'intervenir dans la dimension théologique et essayer d'arbitrer ce qu'il convient de penser en agissant sur l'interprétation du religieux, sans réelle légitimité dans le chef de l'État (par exemple financer des imams qui professeraient un islam à la française), plutôt que de contrôler les prédicateurs ou encore de cibler les cellules familiales sur lesquelles on a finalement peu de prises, Tarik Yildiz préconise la manière forte : la même exigence en terme d'éducation, partout sur tout le territoire, en n'adaptant pas le savoir à l'auditoire, en refusant les discriminations positives ou négatives (susceptibles d'attiser la haine). Idem pour les politiques économiques et sociales qui ne doivent pas être différenciées, même indirectement.

  Quant à la gestion de la délinquance, il prône la réactivité : l'étude des trajectoires montre des liens entre petite délinquance et terrorisme, même si ce n'est pas systématique. L'État doit imposer un cadre strict et réaffirmer ses règles, faire respecter ses lois qui traduisent les valeurs partagées par la société, avec une prise en charge forte dès le premier acte de délinquance pour permettre de briser l'engrenage, de démontrer la puissance de l'État méprisé par ces jeunes pour sa faiblesse. Cela pose aussi la question de toute la chaîne de réactions, avec la prison comme école du crime et un état des prisons catastrophique. Il faut dès lors accorder une attention à l'incarcération en isolant certains profils et en offrant un cadre strict (travail, formation en prison) pour être récupérable à la sortie de prison.

  D'une manière générale, Tarik Yildiz prône la réaffirmation de l'autorité car il y a du respect pour ce qui paraît fort. Il faut affirmer les valeurs de manière forte également, afin de combler le vide créé par une certaine mollesse, alors comblée par d'autres idéologies.

D. Réflexion, par Tinneke Beeckman, philosophe

Tinneke Beekman a enchaîné à la suite du psychologue, du criminologue et du sociologue, en réagissant en tant que philosophe à plusieurs affirmations énoncées lors de cette matinée.

Dans la société libérale d'aujourd'hui, l'individu a parfois du mal à se positionner et dans tous les groupes sociaux, on perçoit des difficultés relatives à la perte d'identité. L'individu est au centre de notre système et les droits individuels, à la base de nos structures. La société n'impose plus de cadre de valeurs et les individus ne trouvent plus forcément leur chemin. Le manque d'un cadre qui donne du sens et l'hyper-individualisation a des conséquences, mais pourquoi certains individus sont-ils plus touchés que d'autres par ce manque d'idéologie et se tournent-ils vers la radicalisation ? Et comment les idéaux religieux peuvent-ils mener à entrer en contradiction avec les valeurs de la société ? Lorsque la religion n'est plus utilisée comme

force idéologique pour faire le bien autour de soi, elle peut dès lors mener à la radicalisation, voire jusqu'à la décision de se sacrifier pour celle-ci.

Selon Tinneke Beekman, on peut dès lors interroger le sentiment religieux radical à la lumière de la notion de ressentiment, mise en évidence par le philosophe Frédérik Nietzsche. Cette notion de ressentiment par rapport à la souffrance subie, le fait d'éprouver une douleur par certains individus sans pouvoir réagir va entraîner la création de valeurs basées sur l'expérience de l'injustice, le sentiment d'impuissance qui va engendrer de la frustration, de l'envie. Dès lors les hommes du ressentiment en viennent à détester et à dénigrer tout ce qu'ils ne sont pas, tout ce qu'ils n'ont pas, ce qui les pousse par exemple à vouloir faire disparaître la culture, l'art, la beauté ou à la normaliser. C'est le cas de Daesch ou des nazis qui détruisent les temples, les œuvres d'art.

Cette morale du ressentiment joue un rôle important dans la victimisation de celui qui l'éprouve, avec l'accusation des autres comme étant responsables de la souffrance subie. Cette victimisation peut gagner un groupe d'individus. Lorsque l'identité d'un groupe se trouve renforcée par le ressentiment, le risque est de voir celui-ci adopter une idéologie basée sur la réactivité. Une croyance morale du groupe peut naître ainsi, justifiant tous les actes au nom de cette identité du groupe, renforcée par le ressentiment.

L'approfondissement de la réflexion autour de cette notion de ressentiment pourrait permettre, selon Tinneke Beekmans, de corriger nos propres réflexions qui mènent à appréhender de petites difficultés en véritables drames, à voir tout en noir et blanc, de manière dichotomique et de mieux considérer nos possibilités d'action et non uniquement de mettre l'accent sur nos réactions passives et négatives.

Pour cela, il est important de valoriser nos régimes démocratiques, de rendre les individus conscients de leurs moyens d'action et de favoriser l'empowerment de chacun vis-à-vis du groupe.

E. Discussions

Lors de la séance des questions-réponses qui a suivi les interventions de la matinée, les demandes d'éclaircissement ou les réactions ont entre autres porté sur l'outil mis en valeur par Allard Feddes et les suggestions qu'il contient en termes de messages à adresser aux personnes susceptibles d'être touchées par le phénomène de la radicalisation. Cet instrument existant sous la forme de brochure et mis au point par l'Université d'Amsterdam et la ville permet, selon Allard Feddes, non pas de donner toutes les réponses, mais surtout d'outiller les professeurs, les parents, les voisins confrontés dans leur entourage à des personnes radicalisées. L'accent porte surtout sur le dialogue, le maintien du contact ou encore la nuance de propos extrêmes. Cela rejoint les propos d'un autre intervenant dans la salle qui insiste sur le fait de proposer des alternatives à ces personnes, sans être hostiles et sans chercher à contrecarrer systématiquement les propos tenus par les personnes radicalisées, au risque de susciter des réactions de rejet plus importantes encore.

Une série de questions et de réflexions ont également visé les propos de Tarik Yildiz. Il a été interpellé entre autres sur la question d'un islam à la française et d'imams formés en Europe qui, selon l'intervenant, permettraient de mieux contrer les discours de haine et de propager une vision plus modernisée de l'islam. Thèse que Tarik Yildiz a réfutée, relevant d'une part que la radicalisation ne passe pas forcément par l'islam institutionnel et les imams, mais par

d'autres canaux, comme les réseaux sociaux, et doutant d'autre part de cette idéalisation d'une pensée moderne des imams formés en France, certains d'entre eux étant, selon lui, parfois les pires en termes de radicalité. Autre remarque : celle d'une travailleuse sociale dans la région d'Anvers qui considère la nécessité de passer par la reconnaissance des discriminations à l'égard des jeunes tentés par la radicalisation avant de pouvoir recréer de l'estime de soi et une image de soi plus positive de leur personne et du rôle positif que ces jeunes peuvent jouer dans la société. Pour Tarik Yildiz, cette victimisation est une forme d'assignation à résidence, un enfermement dans un statut qui ne permet pas l'émancipation. Il affirme que l'assignation par nature est catastrophique et préconise plutôt l'exigence, pour être crédible et pris en compte et permettre ainsi la récupération de ces jeunes. Tinneke Beekman fait remarquer à cet égard qu'il est parfois difficile de donner cette perspective d'emporwement quand on se perçoit uniquement à travers le prisme des attaques que l'on estime avoir subies. Si l'on reste calé dans le ressentiment, on ne peut pas évoluer : comment dès lors dépasser cet état quand la société ne propose pas énormément de perspectives valorisantes pour permettre de se projeter autrement dans la vie ? La thérapie peut être une voie, mais qui, bien souvent, est tabou et inaccessible pour les plus vulnérables.

Autre question adressée à Tarik Yildiz : comment promouvoir une réaction forte en envisageant le passage par la case prison pour les jeunes radicalisés, alors que l'on sait les dégâts de cet environnement en termes de radicalisation ? Selon le sociologue français, la proposition est de briser la spirale de la délinquance, souvent présente avant le radicalisme, et de réaffirmer le rôle de l'État, mais pour cela il faut travailler sur toute la chaîne et ce, depuis le traitement de la toute petite délinquance à l'école, les insultes par exemple, avec un suivi éducatif fort et un cadre strict en matière de discipline. Ce qui fait réagir une personne dans la salle, estimant qu'il ne faut pas confondre sévérité et personne signifiante ou encore éléments structurants/contenants et militarisme.

Une autre intervenante a mis l'accent sur un travail mené par des associations et des établissements scolaires en Belgique et dans le nord de la France, en s'appuyant sur une lecture historico-critique des textes religieux et en replaçant ceux-ci dans une ligne du temps. Autre expérience mise en lumière : celle menée par l'Université de Liège, le Cripel (Centre d'intégration pour les personnes étrangères ou d'origine étrangère à Liège) et le plan de prévention de la ville de Liège, qui préconise une approche psycho-sociale et multidisciplinaire des personnes radicalisées. Cette démarche réunit la police, les autorités mandantes, des criminologues, des psychologues, mais aussi des personnes ayant la connaissance des textes. L'institut de développement des formations sur l'islam en Fédération Wallonie-Bruxelles a également été évoqué comme solution.

III. Comptes-rendus des ateliers de l'après-midi

Lors de l'après-midi de colloque, c'est au travers d'ateliers présentant des expériences locales de prévention de la radicalisation que les participants ont pu s'immerger dans des initiatives de terrain et discuter de la pertinence des modèles ainsi mis en place.

Trois thématiques transversales ont été abordées dans ces ateliers :

1. L'identification et le suivi du processus de radicalisation,
2. La formation des professionnels de terrain dans les quartiers,
3. La collaboration entre l'autorité locale et les partenaires.

Les comptes-rendus qui suivent présentent donc les expériences pour les différentes thématiques, hormis le compte-rendu qui englobe deux services hollandais, l'un pour la ville de La Haye et l'autre pour la ville d'Amsterdam, pour lesquels la proximité d'approches et de propos ont été traités de manière conjointe.

A. L'identification et le suivi du processus de radicalisation et la collaboration entre l'autorité locale et les partenaires, dans deux villes des Pays-Bas.

Les deux intervenants venus exposer des expériences de terrain menées à Amsterdam et La Haye ont tous deux mis l'accent sur le contexte d'alerte terroriste dans lequel se trouvent les Pays-Bas depuis l'arrestation, le 27 septembre 2018, de sept hommes, soupçonnés de préparer une attaque terroriste de grande ampleur. Dans le pays, le niveau d'alerte de sécurité a donc été fixé à 4 sur une échelle de 5. Le risque qu'un nouvel acte terroriste soit commis, qu'il soit orchestré par des islamistes ou une mouvance d'extrême-droite, est donc réel et des villes comme Amsterdam et La Haye tentent de répondre à cette menace en continuant à investir plus que jamais dans une société inclusive.

« *On ne peut pas résoudre le problème de la sécurité, mais on peut le rendre gérable. Pour éviter des attentats, il faut créer des obstacles, tels que la création de liens sociaux et le sens de la justice* », note **Peter Winkelman, responsable par interim du programme « Radicalisation et Polarisation » au sein de la ville d'Amsterdam** (qui précise s'exprimer au colloque à titre personnel). Pour cet intervenant de terrain, la question doit être aussi être posée en prenant en considération la dimension culturelle. « *La problématique de la radicalisation est vue depuis un monde très blanc, alors qu'Amsterdam est un univers très mixte. La question de savoir si une personne est dangereuse ou pas est souvent idéologique. Il n'existe pas de preuves scientifiques, par exemple, du lien entre salafisme et terrorisme.* »

À La Haye, l'approche se revendique également libérale. Les autorités locales ont développé une approche dite « 360 degrés » basée sur trois axes aussi importants les uns que les autres : la prévention, la répression et la resocialisation. *« Ici, on ne fait pas de 'déradicalisation', on n'est pas dans une perspective de police de la pensée,* précise **Tamara Joop, chef de projet pour le service IPPR (Informatie Preventie Polarisatie en Radicalisering) de la ville de La Haye**. « *Si votre pensée est radicale, c'est votre droit. Si vous voulez imposer votre pensée par la violence, que vous estimez qu'une femme ne peut pas être bourgmestre ou que vous préparez une manifestation interdite ou violente, alors cela devient notre problème.* »

Dans les deux villes, la prévention et la détection de la radicalisation s'appuient sur une collaboration étroite avec les familles et les professionnels (enseignants, animateurs,

travailleurs de rue…) qui sont en contact avec les jeunes. Des formations leurs sont dispensées ainsi qu'aux fonctionnaires locaux pour détecter les signes éventuels de radicalisation. Des signes qu'il faut toutefois manipuler avec la plus grande prudence pour ne pas stigmatiser des individus ou des populations, insistent les deux intervenants. « *Être signalé comme radicalisé a un impact important. Dès ce moment, les autorités entrent dans votre vie avec des conséquences qui peuvent être positives mais aussi très négatives. Il y a une tendance à voir chaque musulman comme un terroriste potentiel et la conversion à l'islam comme un signe de radicalisation. Enfermer les gens dans des cases, c'est inefficace. Heureusement, on commence enfin à sortir de cette approche* », observe Peter Winkelman de la ville d'Amsterdam. Il ne faut pas seulement définir ce qu'est la radicalisation, mais aussi ce qu'elle n'est pas, complète Tamara Joop. En collaboration avec la police, la ville de La Haye travaille à évaluer et faire évoluer les indicateurs utilisés pour signaler la radicalisation. Grâce à ce travail de longue haleine, des individus ont ainsi pu être retirés du système de surveillance, se félicite la cheffe de projet du service IPPR : « *Une fois que le changement de comportement a eu lieu chez une personne signalée, c'est important de pouvoir dire que cette personne est redevenue un citoyen comme les autres* ! »

Les pouvoirs locaux ont un rôle essentiel pour recueillir des informations de par leur proximité avec la population et avec un réseau d'acteurs locaux, notent les deux intervenants. « *Il faut améliorer les réseaux dans les villes pour capter les signaux et les tendances. Les gens ont peur de parler à la police, peur qu'on leur enlève leur enfant. La famille, les voisins sont plus enclins à partager une information s'ils sont rassurés et en confiance. Ce réseau informel est plus facile à mettre en place pour la ville que pour la police* », souligne Tamara Joop. Pour sa part, Peter Winkelman regrette que les pouvoirs locaux ne soient pas suffisamment informés pour mener à bien leurs missions en terme de sécurité. « *La ville manque d'informations sur les actes de violence enregistrés par la police. C'est le même problème pour les soins de santé mentale. Il n'y a pas de base légale qui permettent à des psychiatres de nous les communiquer.* » Si les plaines de jeux, les écoles, les espaces publics où se rencontrent les jeunes, sont soumis à une vigilance particulière, la lutte contre la radicalisation ne doit pas uniquement se concentrer sur les espaces physiques. Souvent, la radicalisation commence sur Internet et quand les signes sont devenus physiquement visibles, il est déjà tard pour pouvoir agir. Selon P. Winkelman, « *Les jeunes que l'on cherche ne vont pas à la mosquée. La sortie de la prière, c'était un lieu de recrutement qui était utilisé par le passé. Aujourd'hui, les terroristes recrutent en ligne, sur des plateformes auxquelles les autorités n'ont pas accès. Que ce soit pour l'islamisme ou l'extrême-droite, les premiers contacts se passent souvent dans les 'chats' des jeux vidéo de tirs. »* Ce qui complique considérablement la tâche des autorités : *« Est-ce que les fonctionnaires doivent jouer online avec les jeunes ?* »

À La Haye, des formations ont été développées pour outiller parents et grands-parents. L'usage d'Internet et des médias sociaux fait partie intégrante du programme. « *Notre objectif est que ces familles puissent s'occuper des comportements Internet de leurs enfants, qu'elles puissent avoir un droit de regard sur les sites visités et qu'elles soient outillées pour pouvoir en parler avec eux*. » Le web est aussi utilisé comme un outil pour développer l'esprit critique, pour inciter les jeunes à vérifier les informations qui sont véhiculées sur le Jihad ou l'interprétation du Coran, pour croiser et vérifier leurs sources. Ce développement de l'esprit critique est aussi promu dans les activités menées à l'école. « *Dans les animations en classe, on n'utilise jamais le mot de lutte contre la radicalisation. Il s'agit de développer les aptitudes au débat sur base d'une philosophie inclusive. Il faut parler avec les jeunes. Parler de ce qu'ils voient dans l'actualité. On ne dit pas aux enfants ce qui est juste, mais on leur apprend*

à débattre, à étayer leurs arguments, à distinguer les 'fake news' » explique Tamara Joop pour qui cet apprentissage doit être mené dès le plus jeune âge, bien avant l'adolescence comme c'est souvent prévu aujourd'hui dans les activités scolaires.

Du côté des autorités d'Amsterdam, on insiste aussi sur l'importance de mener des actions pour renforcer la cohésion sociale : « *Quand on propose aux jeunes de jouer au foot, ce n'est pas le foot qui est important mais le lien qui est créé. Malheureusement la création de liens sociaux ne fait pas partie en tant que telle des activités qui sont subsidiées. C'est pourtant un investissement essentiel.* » Cette approche doit permettre aux jeunes d'élargir leurs horizons et d'éviter de s'enfermer dans de mauvaises rencontres, explique Peter Winkelman. « *Avant, pour attirer un jeune, on proposait une activité pensée pour plaire au groupe-cible. Aujourd'hui, on veut mélanger les perspectives et les activités pour mettre de la diversité. Réunir des jeunes qui présentent des signes de radicalisation n'a aucun sens ! Il faut créer une identité positive qui n'est pas liée à la radicalisation*.» Sa consoeur de La Haye confirme: « *Il faut éloigner les jeunes des leaders d'opinion négatifs. Et notre première ressource pour cela, ce sont les professionnels qui essaient de donner une structure à leur vie.* »

B. L'identification et le suivi du processus de radicalisation, pour la ville d'Anvers

Elke Wouters, casemanager Jeudginterventie, de la commune d'Anvers jusque fin 2018 (elle est aujourd'hui députée N-VA auprès du Parlement flamand), a présenté, lors des ateliers de l'après-midi, le Radix Tool qui est un outil développé pour aider à l'identification et au suivi des phénomènes de radicalisation. Il est en partie inspiré d'expériences menées aux Pays-Bas et répond à des inquiétudes exprimées régulièrement par des travailleurs spécialisés dans la prévention, issus d'associations socioculturelles ou de travailleurs sociaux. Le Radix tool émane donc avant tout du terrain, des travailleurs et de leurs préoccupations et poursuit l'objectif de repérer d'éventuels soucis, en lien avec la radicalisation, afin de répondre à des interrogations de travailleurs de première ligne.

Pourquoi des assistants sociaux ont eu l'idée de développer de tels outils ? Cela répond d'abord à une nécessité. En 2015, la Belgique était confrontée à une poussée de radicalisme et de violences. En 2016, des attentats ont été commis. Certains travailleurs sociaux étaient en difficulté face à ces phénomènes complexes. Ils réclamaient un nouveau service pour détecter les familles ou les individus susceptibles d'être influencés et d'évoluer vers le radicalisme. Chez les assistants sociaux, ce « repérage » existait déjà, mais dans la pratique il se fait souvent de manière intuitive et est généralement lié à des sentiments, des impressions qui s'avèrent souvent exactes, mais qui peuvent rendre les travailleurs de terrain vulnérables. En effet, employer le terme « radicalisation » à partir d'une conviction personnelle, même ancrée dans une pratique de terrain, fait peser une responsabilité énorme sur les épaules des travailleurs sociaux.

Le Radix tool est aussi né du besoin d'avoir un langage commun entre intervenants, de nommer précisément les choses, tout en partageant et en assimilant des connaissances sur cette thématique. Il fallait un cadre pour réaliser ce partage et répondre à la nécessité d'objectiver les situations, tout en partant des pratiques concrètes de terrain. Quelques éléments ont été tirés d'expériences aux Pays-Bas, mais les sources d'inspiration sont nombreuses, on en trouve dans la littérature, abondante à ce sujet. Avant d'utiliser concrètement cet outil, de nombreux avis ont été récoltés afin de le faire évoluer, de rendre son utilisation pratique. Il est important de noter que le Radix tool est fondé sur une approche multidisciplinaire et concerne tous les types de radicalisation.

Plus concrètement, le Radix Tool se présente sous la forme d'un fichier Excel. On navigue entre différents onglets qui ouvrent sur des listes de questions. Un des onglets traite du bien-être de la personne. On y trouve une série d'interrogations qui sont autant d'indicateurs sur le bien-être en famille, à l'école, le rapport à l'éducation, les activités, le lien social… À chaque fois, les indicateurs abordent différents niveaux : le micro, concernant la personne, le meso, concernant le rapport au groupe et le macro, le rapport au monde qui l'entoure. À chaque fois, différents contextes sont pris en compte : l'école, les amis, la famille. Lorsqu'on clique sur l'onglet radicalisation, une série de dix questions est posée, par exemple sur la capacité à entreprendre une action. Le Radix tool a pour ambition de proposer une évaluation en profondeur, dans des domaines très vastes et complexes comme les capacités de résilience et même l'intelligence des personnes, ou les ressources familiales. Les différents indicateurs compilent les forces (+1) et les vulnérabilités (-1) des personnes concernées.

Elke Wouters précise: *« Il est souvent pertinent de ne pas remplir tout le questionnaire car il y a évidemment des éléments qu'on ignore concernant un individu, son réseau de relations, son bien-être. C'est très important de l'accepter et même, de le revendiquer. Mais lorsque des intervenants sociaux réalisent que des informations sont trop lacunaires, par exemple sur l'école, il faudra combler le vide, s'intéresser à cette dimension. Mieux vaut ne pas se baser sur une trop petite poignée d'indicateurs. Les listes de questions sont très longues. C'est un travail fastidieux, car il s'agit de personnes. Remplir cet outil sérieusement prend du temps. Par exemple, la discussion sur l'intelligence de la personne peut évidemment s'éterniser. Tout le monde n'a pas la même façon de voir ce qu'est l'intelligence. »*

L'outil peut être utilisé par un assistant social, un policier, un collaborateur de CPAS et cela lui donne une image précise d'une personne. Mais pour remplir ce questionnaire il faut bien connaître la situation, bien maîtriser le cas. Ce qui est essentiel, c'est qu'il faut remplir ce questionnaire en concertation avec d'autres acteurs. Des tables de concertation ont été mises en place où l'outil est utilisé comme support d'un travail collectif. Ce travail est suivi d'actions concrètes comme appeler l'école du jeune concerné, son club de sport… Le Radix tool doit toujours aller de pair avec un plan d'approche de la personne, un plan d'action, précisant ce qu'il faut faire concrètement, qui contacter.

Une fois le questionnaire rempli, des résultats tombent. Lorsque les vulnérabilités se cumulent, un « clignotant » attire l'attention. Il y a beaucoup de chiffres, mais tous sont utiles. Des sous-totaux abordent la question du bien-être général et on repère vite où se situent les vulnérabilités et les forces. Le but de la démarche, c'est de mieux comprendre une situation individuelle afin de poser les jalons d'une approche efficace. Le Radix tool donne une première impression, en fonction du score sur les deux tableaux (bien-être et radicalisation). Le score permet de savoir quelles vulnérabilités il faudra davantage creuser, travailler grâce à une approche pluridisciplinaire. Mais chaque cas doit être exploré de manière individuelle.

L'outil est livré avec une notice d'utilisation en annexe. On explique alors qu'il faut toujours le regarder avec un esprit critique et ne le compléter que lorsqu'on a assez d'informations. Et surtout ne pas généraliser les conclusions obtenues dans un cas précis. Beaucoup de questions sur l'utilisation de l'outil ont d'ailleurs été transmises à ses concepteurs. Notamment une volée de questions cruciales, concernant le point de départ : comment savoir s'il faut commencer à remplir l'outil, comment savoir si des inquiétudes existent au préalable, comment dépasser un certain tabou professionnel qui peut exister quant à ces questions de radicalisation ? Ces questions trouvent des réponses dans la notice d'utilisation du Radix tool. Pour Elke Wouters, « *Ce qu'il faut retenir, c'est que cet outil est avant tout un langage commun, qui facilite le partage d'informations, et le dépistage de situations problématiques. C'est un travail sur mesure de soutien aux acteurs de terrain, qui permet d'avoir une vue plus large sur la situation.* »

Lors de la session de questions – réponses qui a suivi la présentation de l'outil, une interrogation a été exprimée concernant cette approche et sa conciliation avec le secret professionnel. Pour Elke Wouters**,** cela dépend de l'utilisation de l'outil dans la pratique, mais aussi des pratiques préalables. *« Avant le Radix tool, il arrivait déjà que des départements différents discutent de situations concrètes. La méthode adéquate doit être trouvée dans la pratique car nous sommes tous des pionniers. »* Il a également été demandé si cet outil est spécifiquement destiné à la jeunesse. Elke Wouters précise que l'origine de cet outil se situe dans l'équipe d'intervention auprès de la jeunesse de la ville d'Anvers. Mais il peut y avoir d'autres portes d'entrée : tout dépend de qui souhaite utiliser l'outil, une école, une université, un service de police, une association. Concernant la responsabilité à l'égard des résultats, tout dépend des intervenants avec qui a été complété le fichier. Selon Elke Wouters, les intervenant ayant complété le fichier sont au final tous responsables. Quant aux projets de développement de l'outil, Elke Wouters signale que le Radix Tool a été présenté à au bourgmestre d'Anvers, Bart de Wever, qui l'a conseillé à Liesbeth Homans, vice-présidente du gouvernement flamand. L'idée est désormais de l'offrir à toutes les communes flamandes. Vingt communes ont la possibilité d'apprendre à l'utiliser, via une formation prise en charge par le service Jeudginterventie de la ville d'Anvers. Une traduction vers le français est en cours. Il est certain que son utilisation nécessite une formation préalable pour se servir de l'outil et qu'il faut également faire attention avec l'utilisation du mot radicalisme, car cela a un impact fort sur les personnes.

C. La formation des professionnels de terrain dans les quartiers, en France et plus particulièrement dans le Nord de la France.

Trois intervenants venus de France ont été amenés à présenter leurs initiatives en matière de formation des professionnels de terrain à la prévention de la radicalisation.

- Dans un premier temps, **Mohamed Douhane, chargé des questions de prévention et de sécurité à la direction de la Ville et de la Cohésion urbaine du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET),** a posé le cadre d'action du CGET qui est l'administration centrale, à l'échelle de la France, du Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités locales. La politique de la ville qui y est traitée est une politique transversale qui concerne des sujets très complémentaires et différents, destinés notamment à améliorer les conditions de vie dans les quartiers prioritaires.

En France, il y a à peu près 1400 quartiers prioritaires de la ville qu'on appelait auparavant « quartiers sensibles ». Des quartiers qui cumulent de nombreux handicaps en terme d'emploi, de développement économique, de discrimination, d'échec scolaire et de radicalisation. Concernant ce dernier point, il est à noter que la radicalisation concerne tout le territoire national. Mais on sait que le phénomène est plus intense dans ces quartiers prioritaires.

En France, on distingue trois niveaux de prévention de la radicalisation. La prévention primaire est un ensemble de politiques qui ne visent pas une catégorie de la population, mais qui concernent tous les habitants des quartiers sensibles de façon collective et qui n'ont pas pour objectif de lutter directement contre la radicalisation mais qui y contribuent par des programmes en matière d'éducation, d'urbanisme, de scolarité, d'appui à l'autorité parentale. La prévention primaire dans les quartiers sensibles est menée par des assistants sociaux, par les éducateurs de rue, par les enseignants. La prévention secondaire consiste à prendre en charge des familles ou individus ciblés comme radicalisés. Et enfin, la prévention tertiaire vise surtout la lutte contre la récidive. On parle surtout de personnes qui ont été condamnées, qui sont en prison et qui ont soit commis un attentat, soit se sont radicalisées en prison.

Pour orchestrer ces différents niveaux d'action, un plan national de prévention de la radicalisation a été validé par le premier ministre français et a été présenté le 23 février 2018. Ce plan a mobilisé 20 ministères qui ont fait émerger un plan national de 60 mesures, déployées en trois axes :

- Le premier axe porte sur la nécessité impérative de prémunir les esprits face à la radicalisation. Il y a un combat idéologique à mener, d'abord au sein des familles et ensuite de l'éducation nationale, de l'école. En gros, il faut développer l'esprit critique des jeunes. Cela passe par la mise en place de projets éducatifs et associatifs.
- Le deuxième axe consiste à compléter le maillage en matière de détection. On ne peut pas mener de politique de prévention sans détection au niveau des départements. C'est le travail de tous les professionnels. La détection, c'est aussi un travail que mènent les associations qui travaillent dans les quartiers.
- Troisième aspect, comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation. Il n'y a pas d'approche unique en termes de connaissance de la prévention. Il y a une approche psychanalytique, géopolitique, sociologique. Il faut prendre en compte tous ces aspects.

L'aspect le plus important c'est la professionnalisation des acteurs car la formation est un enjeu essentiel. Et au sein du CGET, on considère qu'il y a deux points importants au sujet de la formation. La France a une spécificité, c'est la loi de 1905 qui énonce les valeurs de la République et de la laïcité. Au Ministère on a toujours pensé qu'en développant des actions de formation à l'égard de ces valeurs, on allait renforcer la prévention primaire de la radicalisation. Il y a aussi toutes les actions qui sont menées au niveau du Ministère de l'Intérieur, avec le comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation qui forme des personnes de différentes administrations à la prévention. Ces formations concernent des fonctionnaires d'État (AS, magistrats, enseignants) ou de

collectivités locales. L'autre aspect très important est la généralisation des plans territoriaux de prévention de la radicalisation dans le cadre des contrats de ville. Ce sont des mesures de la politique de la ville qui sont préparées entre l'État, les collectivités locales, les habitants et les associations et qui concernent le logement, le renouvellement urbain, le transport, l'éducation etc.

L'objectif est aujourd'hui de mettre en place des mesures de prévention de la radicalisation qui concernent le soutien à la parentalité, la prise en charge de la souffrance psychologique des adolescents, la gestion du contre-discours. Les jeunes ont besoin d'un discours républicain, laïc, tolérant face à un discours mené par des gens extrémistes. Il s'agit de penser global et de gérer local et dans ce cadre, les maires sont les pivots de la prévention de la délinquance.

À la suite de l'intervention de Mohamed Douhane, une question pratico – pratique a été formulée: *« Un éducateur confronté à ce type de situation complexe doit-il faire un choix et s'orienter vers une formation plutôt sociologique, analytique, socio-politique ? »*. Pour M. Douhane, en France le marché de la formation est libre. Donc il y a toute une palette de formations proposées par des organismes très différents qui ont détecté un marché juteux. Certains relèvent plus du charlatanisme que du professionnalisme. Pourtant, on ne s'improvise pas formateur du jour au lendemain. Il faut des capacités pédagogiques, il faut bien connaître les contenus et savoir transmettre. La meilleure des formations ne peut être que pluridisciplinaire, c'est-à-dire celle où vous verrez un sociologue, un magistrat, un policier, un enseignant, pourquoi pas une mère de famille qui anime un réseau associatif, intervenir. Actuellement, le Ministère de l'Intérieur est en train de réfléchir à une cartographie des formations en matière de prévention de la radicalisation qui va aboutir à un cahier des charges. Chacun de ces organismes devra justifier des diplômes des formateurs, proposer une certaine transparence financière. Les collectivités locales pourront consulter ce guide d'organismes qui donnera une certaine garantie. Interrogation consécutive : *« Est-ce que dans ce cahier de charge, on trouve de la place pour des formations sur le contenu religieux, malgré le contexte laïc de la France ? »* Toujours selon M. Douhane, la laïcité n'est pas l'ennemi de la religion. La laïcité c'est d'abord la liberté de conscience. La France, état de droit, garantit la liberté religieuse et garantit la séparation de l'État et des églises. Donc, oui, il peut y avoir des interlocuteurs religieux dans ces formations, mais des interlocuteurs de confiance. Car la formation c'est la porte principale d'entrée des groupes sectaires en France. À la question de savoir s'il existe des formations à destination des familles, M. Douhane précise que des adultes-relais sont formés. Ce sont des personnes qui habitent dans les quartiers, souvent des parents. Ils sont acteurs dans leur quartier car ils servent d'interface entre les collectivités publiques et la population. Ils bénéficient d'un emploi aidé et assistent à des formations qui, en matière de prévention, peuvent leur permettre de mieux appréhender les situations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. On compte 4000 adultes-relais sur le territoire.

- **Olivier Delaval, responsable Concertation et Citoyenneté pour la Métropole européenne de Lille (MEL), a ensuite présenté** le plan métropolitain de prévention de la radicalisation élaboré et mis en œuvre pour la métropole.

Il a tout d'abord resitué la MEL, soit un établissement public de coopération intercommunale qui rassemble 90 communes urbaines et rurales (lesquelles comptent un peu plus d'un million d'habitants). La MEL travaille également à la coopération transfrontalière, car le territoire concerné par cette structure est composé d'environ 170 kilomètres de frontière.

La politique de la ville est naturellement évoquée dans le cadre de la MEL. Sur le territoire, une trentaine de quartiers sont considérés comme « quartier en politique de la ville », en géographie prioritaire et la MEL est désormais compétente en matière de sécurité et de prévention de la délinquance. Un plan métropolitain de prévention de la radicalisation a été dès lors conçu pour le territoire, à partir d'une feuille blanche. La MEL s'est appuyée sur un groupe de travail au sein duquel étaient rassemblés l'ensemble des acteurs de terrain qui travaillent sur la thématique de la prévention de la délinquance, soit la préfecture, les forces de police pour les zones urbaines, la gendarmerie pour les zones rurales, le parquet, les associations, ainsi que les élus locaux. Ce plan s'est construit sur la base d'un diagnostic qui a permis de recenser les actions déjà existantes sur le territoire. L'accent a été mis sur la prévention primaire permettant d'agir en amont des processus de radicalisation, ou d'installation de situations propices à toute forme de radicalité.

Les actions proposées dans ce plan sont les suivantes: former, informer et sensibiliser, accompagner les acteurs, les professionnels du terrain. Il s'agit de favoriser l'interconnaissance des acteurs qui ne travaillent pas toujours ensemble et d'informer les habitants des quartiers. D'abord les plus jeunes, via l'apprentissage de la citoyenneté et la lutte contre les ruptures socio-éducatives, ainsi que l'éduction à l'utilisation des outils numériques et aux médias. Le plan d'action avait comme axe : la laïcité la citoyenneté, le vivre-ensemble. Les actes portent également sur les questions de l'estime de soi, de l'isolement et du décrochage scolaire. Quelles actions concrètes sur le terrain ? L'idée c'est que la Mel soit identifiée comme une plateforme de ressources pour porter les questions des communes et ainsi interpeller l'Etat, via les préfectures, en fonction des constats de terrain. En termes d'action, la MEL a lancé le PIA, le programme d'investissement d'avenir qui a notamment permis d'élaborer un *serious game* pour amener les jeunes et leurs parents à réfléchir sur leurs pratiques en ligne. Ce *serious game* avait aussi pour objectif d'apprendre à avoir un esprit critique face aux informations, notamment sur les thématiques liées à la radicalisation et face aux théories du complot.

Enfin, notons que la MEL soutient des animations de sensibilisation et d'échanges sur la prévention de la radicalisation, à destination du grand public. Tout est parti d'une pièce de théâtre écrite par des Bruxellois, « Djihad », qui a tourné sur le territoire. *« Pour le MEL, il s'agissait d'un outil intéressant pour sensibiliser le grand public, les habitants du quartier. Les débats qui accompagnent la pièce favorisent l'émergence d'une expression citoyenne. Il s'agit de faire prendre conscience du phénomène de radicalisation et, plus largement, de développer du lien social. »*

- **Enfin, Marie-Pierre Cauwet, directrice de l'Association de prévention spécialisée du Nord (APSN),** a présenté son association et les formations que celle-ci propose en matière de prévention de la radicalisation.

L'APSN est une association qui existe depuis 1986 et est reconnue comme centre de ressources par le Département du Nord. C'est un organisme de formation qui regroupe toutes les services de prévention spécialisée, c'est-à-dire d'éducateurs de rue de la région du Nord. Cela représente environ 300 professionnels qui sont en contact avec toute une série d'autres acteurs sur le territoire. Dès lors, des formations interinstitutionnelles sont proposées à l'ensemble des acteurs intéressés. La prévention de la radicalisation est une des thématiques traitées parmi d'autres par l'APSN, car elle ne doit pas prévaloir sur les autres questions importantes dans les quartiers. Le deuxième postulat de cette association est qu'il ne faut pas traiter une seule forme de radicalisation, mais ses différentes formes, par exemple la "radicalisation d'extrême droite".

Suite aux attentats, un collectif « Ensemble on fait quoi ? » a été créé, grâce au réseau des associations de prévention spécialisée et avec tous les acteurs qui gravitent autour de ces enjeux. Un cycle de conférences-débats a été mis sur pied, à la fois pour les professionnels mais aussi pour les habitants des quartiers. 1800 professionnels ont ainsi été formés. Les formations doivent être prodiguées en "paliers". Il faut d'abord des fondamentaux, des formations-socles. Ensuite, des groupes d'analyse de pratiques et de situations sur des territoires ont été mis sur pied, ainsi que des formations spécifiques pour les managers. Des modules ont également été créés autour du débat citoyen, à partir d'expériences théâtrales.

Le besoin des travailleurs de terrain est réel. Il existe une envie de formaliser des méthodes d'intervention, de réanimer des débats collectifs et participatifs avec les habitants des quartiers. L'idée est que les professionnels reprennent confiance dans leur cœur de métier pour pouvoir discuter de sujets sensibles, de manière confortable.

D. La formation des intervenants de terrain dans les quartiers, dans la ville de Liège

Manuel Comeron est fonctionnaire « Radicalisation » auprès de la ville de Liège et à ce titre, son intervention lors des ateliers a porté sur la mise en place d'un dispositif spécifique au sein de cette entité communale qui a récemment été concernée par des passages à l'acte violent en lien avec la radicalisation. Un référent en matière de prévention du radicalisme à la ville de Liège a donc été désigné en 2014 en la personne de Manuel Comeron et en 2015, une concertation locale intersectorielle a été mise en place, réunissant les services communaux de cohésion sociale, interculturel, jeunesse, le CPAS, ainsi que le CRIPEL (centre d'intégration des migrants), une maison de jeunes, une AMO, l'Université de Liège, des écoles, Open Ado. L'ensemble de cette concertation est placé sous l'autorité du Bourgmestre qui en a délégué l'animation au référent radicalisme. La police locale et fédérale est également invitée à rejoindre la concertation selon les besoins et les nécessités de terrain. Son but est de réaliser une connexion des différentes ressources, un partage des informations de manière générale et l'ajustement des différends par rapport à celles-ci.

Par ailleurs, conformément à une loi et à une circulaire spécifiques votées en 2018, une cellule de sécurité intégrale locale (CSIL) en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme a été mise en place. Elle concerne le bourgmestre, la police et le référent radicalisme et se réunit lorsqu'un cas individuel doit être discuté. Une approche holistique et globale du phénomène est donc prônée.

- En matière de formation, une pédagogie proactive vers les jeunes, les écoles, les clubs sportifs est privilégiée, avec un travail sur la citoyenneté, l'éducation aux médias, la gestion de conflits, l'esprit critique, en partenariat avec différents partenaires, comme le service communal Jeunesse, le CRIPEL et l'Université de Liège. Des outils sont en construction.

- En termes de prévention, une sensibilisation de type prévention primaire est menée à travers la diffusion de films-débats avec des mamans de jihadistes et des jeunes (notamment sur base du film « La chambre vide »). Autres films diffusés dans des AMO, des écoles, des maisons de jeunes : « Toru » ou « La part sauvage ». Un parcours « Démocratie et libertés » a été également été initié par la ville de Liège. Ce volet « Sensibilisation » a pour but de promouvoir le dialogue, les valeurs de tolérance, une approche interculturelle et de lutte contre la polarisation, s'appuie sur des espaces de parole, où l'on donne du contenu aux valeurs positives, en faisant intervenir des témoins, en valorisant le partage d'expériences et le fait de créer du lien social entre les citoyens, les services locaux, les professionnels. Une séance a par exemple eu lieu avec un témoin du vécu afro-américain. Un rassemblement s'est organisé dans le quartier de Sclessin dans le cadre du fancoaching. Pour ce qui est de la prévention secondaire, un premier volet de formation concerne la gestion de l'information critique, sur la base des indicateurs de vigilance et l'importance en cas de risque de partager l'information. Un kit sur les outils de vigilance existe. Par ailleurs, le second volet de formation porte sur les contenus

(« C'est quoi le radicalisme », « Comment travailler sur la radicalisme ») et s'appuie sur l'expertise de l'Université de Liège avec des experts comme Michael Dantinne, criminologue, ou Hassan Boussetta, docteur en sciences politiques, mais aussi étrangers (notamment du centre de prévention de Montréal ou encore du centre d'études du terrorisme de Washington). En matière de prévention tertiaire, c'est la question de la déradicalisation ou désengagement qui est abordée, notamment dans le cadre du service de psychologie clinique de la délinquance, des inadaptation sociales et des processus d'insertion de l'ULg. Une recherche-action dans le cadre du projet Psyrad sur l'accompagnement psycho-social du radicalisme violent est menée avec dix personnes radicalisées. Elle est encadrée par un psychologue et un référent idéologique religieux (soit le nouveau directeur de l'Institut de formation des Imams) et vise le désengagement.

- Enfin des formations pour les professionnels sont prises en charge par le CRIPEL pour les associations de terrain sur les processus psychologiques de radicalisation et le contexte international, ainsi que des midis-conférences, une fois par semestre.

Lors de la mise en commun avec les participants à cet atelier, il a été mis en exergue que le travail de sensibilisation et de formation est important et ce, au travers d'outils comme des échanges dans des espaces de parole ou lors de débats, qu'il faut privilégier une approche pluridisciplinaire et que l'appui d'une université comme l'ULg qui s'intéresse de près aux questions de prévention de la radicalisation est un atout important pour la ville dans l'analyse du phénomène et la mise en place d'outils.

E. La collaboration entre l'autorité locale et les partenaires, dans la commune bruxelloise de Molenbeek-Saint Jean

Olivier Vanderhaeghen, est fonctionnaire de prévention responsable de la cellule anti-radicalisme auprès de la commune de Molenbeek-Saint Jean, une des 19 entités de la Région de Bruxelles-Capitale, depuis 2014. Soit, précise-t-il, in tempore non suspecto par rapport aux événements de Bruxelles.

Pour ce qui de l'approche de la prévention de la radicalisation violente à Molenbeek-Saint Jean, celle-ci se répartit en trois axes : l'approche policière avec le Plan Canal et le plan policier, chapeautés par le cabinet du ministre de l'Intérieur, l'approche administrative au sein de la CSIL (organisée selon la loi et la circulaire) et l'approche préventive qui permet une définition des concepts, une sensibilisation des acteurs locaux et la mise en œuvre d'une méthodologie d'action via des outils de prévention.

Pour ce qui est de l'approche administrative via la CSIL, celle-ci rassemble la police, le service de prévention, le responsable du service juridique de l'État civil, le bourgmestre ou son chef de cabinet et permet une collaboration entre les acteurs, tout en permettant à chacun de maintenir son rôle : *« Par rapport à une situation qui nous inquiète, le besoin d'informations est essentiel pour développer des stratégies. Ce partage d'information n'est pas à sens unique, cela permet de confirmer ou infirmer le risque, mais aussi de déclassifier. C'est important aussi pour le travail préventif. Chacun reste dans son rôle, mais on peut travailler la police. On peut aussi conseiller à la police de ne pas faire un contrôle auprès de telle ou telle personne car le travail de suivi mené par le service prévention pourrait être mis à mal. »*

Concernant l'approche préventive, Olivier Vanderhaeghen a mis l'accent sur le suivi des familles et des individus radicalisés qui a débuté fin 2014, avec un premier contact via les familles, puis avec les individus concernés. L'approche est curative et vise une intégration sociale et professionnelle et une réinsertion des personnes radicalisées. La formation et la sensibilisation des acteurs de terrain est également présente. Par ailleurs une approche identitaire et de résilience a été initiée. Le service compte quatre personnes : un historien-philosophe, un sociologue, un criminologue et une personne chargée du volet socioprofessionnel, ce qui n'est pas forcément suffisant car le travail se fait sur toute la zone de police de Bruxelles-Ouest.

Concernant les synergies existant à l'échelon local, on peut parler de collaboration institutionnelle, avec la police qui en est encore aux balbutiements pour ce qui est du mode opératoire (secret de l'instruction de la police vs secret professionnel des assistants sociaux), avec le monde associatif (avec une très grosse asbl paracommunale et les associations de quartier). Il y a également des synergies extra-locales (des groupes de pression, des groupes de touristes institutionnels, des ambassadeurs en visite sur la commune…), ainsi qu'avec le monde académique qui s'intéresse depuis dix ans au champ de la prévention en lien avec le terrain et la société civile, mais qui travaille le plus souvent sur un long terme, alors que les besoins sont plus immédiats. Des marchés publics ont été lancés pour mener des recherches à propos des trajectoires radicalisantes, des études et des recherches-actions sont en cours, mais souvent les chercheurs sont dans leur tour d'ivoire et il est important de suivre l'évolution des jeunes dont les trajectoires évoluent très vite.

Sur le plan institutionnel, on remarque que les communes touchées par des problèmes de radicalisation (Schaerbeek, Molenbeek, Bruxelles-ville, Forest) ont privilégié des approches différentes : alors qu'à Schaerbeek, on ne fait pas de suivi individuel, Molenbeek et Bruxelles-ville l'ont mis en œuvre. Des initiatives ont été prises via le Forum belge sur la prévention et la sécurité qui peut être actionné, la mobile team du Ministère de l'Intérieur ou encore dans le cadre des plans de prévention de la radicalisation et de la polarisation sociale. Des synergies existent entre les services communaux (État civil, enseignement), de la sensibilisation est effectuée. Idem via les services communautaires (SAJ/SPJ, CAPREV) avec l'échange de bonnes pratiques en FWB. Ou encore des collaborations avec les écoles et les CPAS, mais ces institutions restent compliquées en termes d'ouverture à d'autres acteurs institutionnels.

Concernant les spécificités des synergies mises en place, les collaborations restent temporaires (pas plus de deux ans) et conditionnées par les circonstances, orientées par des intérêts ponctuels et tributaires des choix politiques locaux et supra-locaux. *« Une fois l'émotion passée, la réaction est vite saturée et l'impression de stigmatisation émerge*, souligne O. Vanderhaeghen. *Il faut aussi remarquer que beaucoup d'opportunités, voire d'opportunisme, se sont manifestés pour la mise en place de programmes de déradicalisation. Mais le risque sur le terrain est l'inflation des politiques publiques allant un peu dans tous les sens. »*

Les difficultés résident dans le fait de nommer les choses, de réfléchir à une définition commune, de problématiser, d'avoir une prise de recul et de fédérer autour d'une problématique, mais aussi de combiner les objectifs de chacun, de sortir de l'émotionnel, avec le risque du piège de la victimisation, le danger de la polarisation et l'hypertrophie médiatique. Il y a aussi des sujets qui fâchent comme le mélange des concepts (radicalité,

radicalisation, radicalisme), la question du secret professionnel (« entre régime d'exception et idéologie »), le tabou de la radicalisation (« ça n'existe pas »), le syndrome du « chacun chez soi » (volonté de gérer en interne sans collaborer avec d'autres) ou celui du « radicalisme qui est partout ». Enfin la CSIL et la concertation de cas qui en découle et qui est une obligation légale au niveau local ne sont pas évidentes à mettre en place. En revanche les facteurs de succès résident dans le fait d'apprendre à se connaître sur le plan des objectifs, de l'approche et de la méthodologie. L'importance des relations interpersonnelles est à noter, tout comme la plus-value d'une approche supra-locale et académique. Enfin les situations de crise renforcent les liens et la possibilité de dépasser le sécuritaire est alors envisageable.

IV. Conclusions

Pour clore cette journée de réflexions intensives, Alexandre Lesiw, Président a.i. du SPP Intégration sociale, a tenu à remercier les participants pour leur présence et leurs interventions, malgré l'invitation arrivée tardivement.

Il a relevé le nombre important de colloques sur la radicalisation, organisés ces derniers mois et dans les mois à venir. *« Il est en effet de la responsabilité de tous de s'attacher à mieux comprendre les ressorts de la radicalisation qui est un phénomène complexe, que ce soit sur le plan local, dans le chef des autorités à tous les niveaux de pouvoir ou encore la société dans sa globalité. Réfléchir aux moyens d'éviter la radicalisation, la prévenir ou l'endiguer est une nécessité. Les exposés pluridisciplinaires de la matinée, ainsi que les ateliers de l'après-midi, ont eu pour but le partage de réflexions et d'expériences, afin d'enrichir les pratiques menées sur le terrain pour tendre vers ces objectifs. »*

Alexandre Lesiw a également tenu à saluer l'action du Réseau européen de connaissances sur les politiques urbaines EUKN pour sa plus-value évidente dans le partage d'expériences dans ce domaine et le travail de son président Mart Grisel, lequel a clos cette journée de colloque en regrettant la décision de la Belgique de quitter le réseau, mais en mettant l'accent sur la collaboration très fructueuse avec le SPP Intégration sociale et la possibilité toujours présente de collaborer à la préparation du prochain agenda urbain et de manière générale avec la Belgique.